

Règlementation de l'IA : la clef de voute stratégique d'une nouvelle guerre économique

La dynamique autour de l'IA nourrit des attentes élevées en termes d'innovation et de compétitivité, elle pose également la question de la régulation nécessaire pour en limiter les risques.

Règlementation et compétitivité : deux notions conciliables ? Enquête sur les stratégies réglementaires de l'intelligence artificielle.



« Le sabotage Européen » Image générée par intelligence artificielle

INTRODUCTION

La révolution technologique du secteur de l'IA de ces dernières années a permis de mettre en perspective de nouvelles opportunités mais aussi de nouveaux défis. Avec un marché qui devrait, selon certaines prévisions, peser près de 15 700 milliards de dollars en 2030¹, l'utilisation de l'IA s'impose déjà progressivement dans des secteurs très variés (industrie, santé, défense, création...). Si la technologie promet d'assurer un avenir plus productif et performant à différents niveaux, son usage et son développement soulèvent aussi de nombreuses questions juridiques et éthiques. Usages criminels, production de contenus trompeurs fallacieux, usages militaires ou sécuritaires dystopiques, vol de propriété

¹ Sofia Ben Dhaya, 'Marché de l'intelligence artificielle : où en sommes-nous ?' (Big média, 4 June 2024) <https://bigmedia.bpifrance.fr/nos-actualites/marche-de-lintelligence-artificielle-ou-en-sommes-nous>

intellectuelle ou encore intrusion dans la vie privée des personnes, tant de scénarios qui mettent en lumière la nécessité de maintenir un certain contrôle sur ces technologies.

La Commission Européenne se penche sur la question de la réglementation de l'IA depuis quelques années déjà, avec la publication en 2020 du « livre blanc »² sur l'IA, précurseur de ce qui sera quelques années plus tard l'*AI Act*.

C'est à partir de fin 2022 et la sortie de *ChatGPT* que la réglementation de l'IA fait apparait dans le débat public et industriel, avec un défi grandissant porté sur la nécessité de maintenir un marché européen compétitif avec assez de souplesse réglementaire pour garantir un développement technique rapide, tout en protégeant la société d'usages dommageables.

Si le *AI ACT* (2024) se voulait le fruit d'une réflexion du législateur Européen sur cet équilibre, beaucoup l'ont critiqué. Certains l'ont pointé du doigt comme trop permissif vis-à-vis des développeurs d'IA^{3 4}, alors que les industriels et développeurs ont jugé le texte trop restrictif, comme **Arthur Mensch**, fondateur de *Mistral*, qui avait déclaré à son sujet qu'il « va provoquer une catastrophe pour l'écosystème Européen de l'IA »⁵.

Mais qu'en est-il réellement ? Pour comprendre les enjeux économiques liés à la réglementation de l'intelligence artificielle et évaluer si l'*AI Act* représente, ou non, un frein pour l'économie européenne, il est essentiel d'en analyser l'impact sous plusieurs angles. Quelles leçons pouvons-nous tirer de l'étude des précédents réglementaires, de prévisions économiques, de la perception du texte par les acteurs économiques, ainsi que des approches adoptées hors d'Europe ? Ces perspectives permettront d'éclairer les conséquences potentielles de l'*AI Act* européen.

LES OBLIGATIONS DE L'AI ACT

L'*EU AI Act*⁶ établit un cadre pour réguler l'IA en Europe, basé sur une classification des systèmes selon leur niveau de risque : **inacceptable** (interdit), **élevé** (réglementé), **limité** (obligations de transparence) et **minimal** (peu réglementé). Le texte contraint principalement les fournisseurs d'IA à garantir la conformité, notamment pour les systèmes à risques élevés, où ils doivent assurer des données de haute qualité, représentatives et sans biais, fournir une documentation détaillée, garantir la traçabilité via des registres, inclure des mécanismes de surveillance humaine, et veiller à la sécurité et à la robustesse contre les cyberattaques. Les autorités nationales supervisent l'application des règles, et les utilisateurs professionnels doivent également respecter certaines obligations d'usage.⁷

LES LECONS DU RGPD

Le Règlement Général sur la Protection des Données (*RGPD*), applicable depuis 2018 dans toute l'UE, vise à renforcer la protection des données personnelles des individus en harmonisant les règles au sein de l'UE. Ce texte, qui s'applique à toute organisation, publique

² European Commission, *White Paper on Artificial Intelligence: A European Approach to Excellence and Trust*(COM(2020) 65 final, 19 February 2020) https://commission.europa.eu/publications/white-paper-artificial-intelligence-european-approach-excellence-and-trust_en

³ Olivier Petitjean, 'AI Act : le troublant lobbying des « champions » européens, Mistral AI et Aleph Alpha' (*Multinationales.org*, 11 March 2024) <https://multinationales.org/fr/actualites/mistralai-alephalpha-gafam-ai-europe>.

⁴ La Quadrature du Net, 'Le règlement IA adopté, la fuite en avant techno-solutionniste peut se poursuivre' (*La Quadrature du Net*, 22 May 2024) <https://www.laquadrature.net/2024/05/22/le-reglement-ia-adopte-la-fuite-en-avant-techno-solutionniste-peut-se-poursuivre/>.

⁵ Christophe Auffray, 'Pour Arthur Mensch (Mistral AI), l'IA Act se trompe de cible' (*ZDNet*, 20 November 2023) <https://www.zdnet.fr/actualites/pour-arthur-mensch-mistral-ai-l-ia-act-se-trompe-de-cible-39962500.htm>.

⁶ Official Journal of the European Union, *EU AI Act* (OJ 12 July 2024) <https://artificialintelligenceact.eu/the-act/>.

⁷ ArtificialIntelligenceAct.eu, *High-Level Summary of the AI Act* (27 February 2024) <https://artificialintelligenceact.eu/high-level-summary/>.

ou privée, qui traite des données personnelles de résidents de l'UE, a bouleversé de nombreux acteurs économiques en les contraignant à mettre en place des mécanismes de conformité, mais aussi pour certains à revoir complètement leur modèle économique qui se fondait jusqu'alors de manière quasi-exclusivement sur ces traitements. Son entrée en vigueur n'a pas été sans incidence économique.

Un rapport de recherche de 2022⁸ conduit par des chercheurs de l'Université d'Oxford a cherché à établir les effets que le RGPD avait eu sur l'économie. Il note, entre autres, que les entreprises de différents secteurs tombant sous le coup du texte avaient expérimenté une perte moyenne 8% sur leurs profits et 2% sur leurs ventes sur le bilan suivant leur mise en conformité. Une nouvelle étude de ces chercheurs publiée en 2024 fait état que les entreprises de la tech exerçant sur le marché européen avaient pour leur part subi une perte moyenne de 2,1% sur leurs profits⁹.

Les coûts de mise en conformité ont particulièrement affecté les PME. Une étude de mai 2019 indiquait que 40 % des PME avaient dépensé plus de 10 000€ pour se conformer au RGPD au cours de cette première année et 16 % plus de 50 000¹⁰. D'autres études dressent un constat plus alarmant encore estimant les coûts moyens de mise en conformité au RGPD depuis son introduction à 100.000€ par entreprise¹¹ avec une moyenne de perte d'heures de travail (pour préparer l'entreprise à la conformité) avoisinant les 2000h chacune.

De leur côté les partisans du règlement ainsi que le législateur se montrent eux moins alarmistes et plus rassurants¹², en affirmant que « bien que la mise en conformité avec le RGPD ait entraîné des coûts importants, l'avantage économique lié au renforcement de la confiance des consommateurs vis-à-vis des entreprises (grâce au règlement) l'emporte sur ces coûts »¹³.

Il apparaît cependant clair que le coût total de mise en conformité au RGPD est de plusieurs centaines de millions d'euros, dépassant largement les prédictions timides réalisées dans l'étude d'impact qui avait été conduite par la commission Européenne en 2012¹⁴ et qui pronostiquait alors une baisse drastique des coûts administratifs et réglementaires.

Cette analyse apporte une compréhension de l'impact économique que pourrait avoir une législation de même ampleur que le RGPD sur le secteur de l'IA, notamment en matière de coûts de mise en conformité. Cependant le RGPD avait une portée différente et ne posait que

⁸ Chinchih Chen, Carl Benedikt Frey, and Giorgio Presidente, *Privacy Regulation and Firm Performance: Estimating the GDPR Effect Globally* (Oxford Martin Working Paper No 2022-1, 2022) <https://oms-www.files.svdcn.com/production/downloads/Privacy-Regulation-and-Firm-Performance-Giorgio-WP-Upload-2022-1.pdf>.

⁹ Carl Benedikt Frey and Giorgio Presidente, 'Privacy Regulation and Firm Performance: Estimating the GDPR Effect Globally' (2024) *Economica* <https://doi.org/10.1111/ecin.13213>.

¹⁰ GDPR.eu, *GDPR Small Business Survey: Insights from European Small Business Leaders One Year into the General Data Protection Regulation* (May 2019) <https://gdpr.eu/wp-content/uploads/2019/05/2019-GDPR.EU-Small-Business-Survey.pdf>.

¹¹ Nicole Lindsey, 'Understanding the GDPR Cost of Continuous Compliance' (*CPO Magazine*, 31 May 2019) <https://www.cpomagazine.com/data-protection/understanding-the-gdpr-cost-of-continuous-compliance/>.

¹² Aymeric Pontvianne, 'Études économiques d'impact du RGPD : la vision du régulateur' (*La REM*, No 67, Autumn 2023) <https://la-rem.eu/2024/01/etudes-economiques-dimpact-du-rdgd-la-vision-du-regulateur/>.

¹³ Adrian Cuevas Talens, 'Assessing the Economic Effects of GDPR Compliance on European Businesses' (2024) *Economic Review of the European Union* Vol 7 No 2 <https://economicreview.eu/index.php/EREU/article/view/27/25-09-06>.

¹⁴ European Commission, *Commission Staff Working Paper: Impact Assessment* (Brussels, 25 January 2012) SEC(2012) 72 final, Accompanying the document Regulation of the European Parliament and of the Council on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data (General Data Protection Regulation) https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/59702/att_20130508ATT65856-1873079025799224642.pdf.

peu de contraintes techniques susceptibles d'altérer un développement de modèles novateurs.

En réalité, la « course à l'IA » représente une révolution technologique inédite, et si le précédent du *RGPD* instaure la crainte d'une répétition des coûts de mise en conformité, décourageant aussi à cette occasion certains acteurs d'entrer sur le marché, il ne nous permet pas de mesurer complètement l'ampleur du potentiel frein à l'innovation de l'*AI Act*.

La perception des acteurs impactés par cette nouvelle réglementation pourrait-elle mieux guider la réflexion ?

AI ACT : PERCEPTION PAR LES ACTEURS ET ETUDES D'IMPACT

En Septembre dernier, la Commission Européenne annonçait les 130 premiers signataires de l'*AI PACT*¹⁵. Ce « Pacte », découle d'une volonté du législateur Européen d'observer l'applicabilité des provisions de l'*AI ACT* avant son entrée en application complète en Juin 2026, sur la base du volontariat de certaines entreprises à s'y tenir. Ces « cobayes », qui se sont accordés à respecter certains engagements et dispositions essentielles de la future législation, sont invités à partager leurs retours sur leur processus de mise en conformité avec lesdites provisions à des fins de guidage pour les autres entreprises. De taille variable parmi lesquels se trouvent des géants comme *Airbus, Amazon, Microsoft, Orange, OpenAI* ou encore *Idemia*, les participants démontrent en signant le pacte (et prenant pour certains des engagements supplémentaires), une volonté de se conformer et collaborer avec la Commission dans la mise en place effective et efficace du texte.

Cet engagement volontaire d'acteurs étrangers comme Européens exerçant une activité en lien avec l'IA en Europe démontre-t-il pour autant une acclamation du texte et de ses effets par le secteur privé ? Rien n'est moins sûr. Sur les 133 signataires moins de 30% sont des PME. Ce « pacte » semble illustrer surtout la capacité des groupes et entreprises les plus riches à se conformer, là où les PME, qui représentent pourtant une part de marché essentielle, se heurtent à de plus grandes contraintes.

La *European Digital SME Alliance*, une association professionnelle européenne des PME du secteur digital, avait publié en Septembre 2021 un communiqué faisant état de ses craintes relatives au fardeau réglementaire que les PME auraient à supporter en vertu de l'*AI Act*¹⁶.

Le communiqué remet en cause les estimations des coûts de mise en conformité donnés par la Commission qui ne prendraient pas en compte plusieurs variables supplémentaires, et qu'en raison de ces investissements financiers et humains, les PME se verront probablement évincées du marché¹⁷.

Enfin il prévient que le texte risque d'entraver l'innovation tant il met l'accent sur les aspects juridiques sans les concilier avec les considérations techniques, créant ainsi un déséquilibre qui pourrait ralentir le progrès technologique. En outre, les coûts de mise en conformité pourraient nuire à la compétitivité en privant des milliers de PME européennes de leur part

¹⁵ AI Office, *AI Pact | Shaping Europe's Digital Future* (September 2024) <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/ai-pact>.

¹⁶ DIGITAL SME, *Position Paper on the EU AI Act* (September 2021) <https://www.digitalsme.eu/digital/uploads/DIGITAL-SME-Position-Paper-AI-Act-FINAL-DRAFT-1.pdf>.

¹⁷ Ibid 1.11

de marché et laisserait l'Europe sur le banc dans le développement de l'IA à l'échelle mondiale¹⁸.

La Commission Européenne avait publié en Avril 2021 l'analyse d'impact de l'*AI Act*¹⁹, estimant les coûts de conformité pour le secteur privé, les avantages économiques que permettrait le texte, ainsi que les possibles impacts sur l'innovation.

En premier lieu, l'étude faisait état de coûts prévisionnels de mise en conformité estimés de 100 à 500 millions d'€ d'ici à 2025²⁰ (soit 5% du montant des investissements prévus dans l'IA à haut risque). Cette estimation étrangement basse est à nuancer : elle se basait sur des études de 2019 et 2020 qui ne sont plus nécessairement représentatives des perspectives réelles d'investissement dans l'IA en Europe, celles-ci ayant été conduites avant la révolution de l'IA générative aux yeux du public et de sa rapide évolution. Une étude indépendante menée en Juillet 2021 faisait quant à elle état d'un coût de conformité de plus de 30 milliards d'€ d'ici 2025, entraînant une réduction moyenne de 40 % des bénéfices d'une entreprise européenne réalisant un chiffre d'affaires de 10 millions d'euros et souhaitant déployer une AI à haut risque²¹.

En second lieu, cette étude d'impact reprenait la sémantique développée dans l'étude d'impact du *RGPD* selon laquelle l'*AI Act* permettra de valoriser les acteurs économiques en renforçant la sécurité juridique et la confiance des consommateurs qui seront plus enclins à se tourner vers des solutions européennes respectueuses de leurs droits²². Il est légitime de se demander si cette question représente le critère premier des investisseurs et des consommateurs ou si ceux-ci préféreront se tourner vers des systèmes plus performants et moins chers quitte à mettre au second plan ces considérations. Le « *privacy paradox* »²³, terme qui désigne le décalage entre les préoccupations des individus concernant la protection de leurs données personnelles et leur comportement en ligne (souvent moins vigilant face aux risques), en est l'illustration : la majorité des utilisateurs se soucie-t-elle réellement de ces questions ? En 2010, une enquête internationale de *KPMG* révélait que 79 % des répondants voulaient protéger leurs données, mais 58 % acceptaient leur utilisation pour réduire les coûts d'accès à internet²⁴. Si depuis 2010 les perceptions du public, désormais plus sensibilisé sur cette question, semblent avoir évoluées²⁵, il n'en demeure pas moins qu'il est hasardeux de prétendre que les apports sécuritaires du texte contrebalanceront l'argument économique et performantiel proposé par la concurrence extra européenne dans le choix final des consommateurs.

¹⁸ Ibid 1.15-1.17

¹⁹ European Commission, *Impact Assessment of the Regulation on Artificial Intelligence* (21 April 2021) <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/impact-assessment-regulation-artificial-intelligence>.

²⁰ Impact assessment S6 1.2, 1.3

²¹ Benjamin Mueller, *How Much Will the Artificial Intelligence Act Cost Europe?* (Center for Data Innovation, July 2021) <https://www2.datainnovation.org/2021-ai-a-costs.pdf>.

²² Impact assessment S6 1.2

²³ Bernard Pras, 'Le « Privacy Paradox » et Comment le Dépasser ?' (2012) *Revue Française de Gestion* 87-94, No 224 <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2012-5?lang=fr>.

²⁴ *KPMG, Convergence Goes Mainstream: Convenience Edges Out Consumer Concerns Over Privacy and Security* (Consumers & Convergence IV, July 2010).

²⁵ Dan Gaul, 'Striking the Balance Between Convenience and Privacy: Here's What Consumers Want' (*Forbes*, 11 September 2019) <https://www.forbes.com/councils/forbestechcouncil/2019/09/11/striking-the-balance-between-convenience-and-privacy-heres-what-consumers-want/>.

Enfin, en ce qui concerne les freins possibles à l'innovation générés par les nouvelles obligations réglementaire, l'étude d'impact fait état que²⁶ :

D'une part, s'il est vrai que les coûts de conformité rendront certains projets plus coûteux et donc moins attractifs pour les entreprises et les investisseurs (les coûts se répercutant inévitablement sur le consommateur), l'impact positif généré par la confiance du consommateur (voir paragraphe ci-dessus) est cependant susceptible d'accroître la demande et donc de rendre les projets plus attractifs pour les investisseurs. L'impact global dépendra donc de l'équilibre entre ces deux facteurs.

D'autre part, l'étude reconnaît qu'en raison de ces coûts supplémentaires il est possible que les développeurs d'IA concentrent leurs investissements sur des modèles qui n'entrent pas dans le champ d'application du cadre réglementaire, réduisant ainsi la compétitivité des acteurs européens sur les modèles à haut risque. L'étude nuance cependant avec une certaine confiance que « compte tenu de la taille du marché de l'UE, qui représente à lui seul 20 % du marché mondial (2021), il est très peu probable que les coûts supplémentaires de conformité se répercutent sur les investissements dans les modèles d'IA et entravent l'introduction de certains modèles sur le marché européen ».

Si cette analyse d'impact cherchait à établir un constat rassurant, il semblerait que celle-ci souffre à plusieurs niveaux d'un manque de prise en compte des coûts réels subis par les entreprises et des impacts plus généraux sur l'innovation des modèles d'IA. L'analyse semble reproduire certaines des erreurs de l'étude d'impact du *RGPD* qui avait été conduite 10 ans plus tôt et qui, déjà, avait grandement sous-estimé le poids administratif et financier réel du texte²⁷.

Malgré les différentes critiques voire supplications émanant de divers acteurs, le législateur semble, entre 2021 et 2024, n'avoir eu que peu de considération à leur porter. L'évolution législative de l'*AI Act* ne semble pas avoir répondu à ces attentes. Le texte s'est même rigidifié par rapport à sa version initiale en imposant par exemple de nouvelles obligations aux développeurs d'IA générative²⁸.

MISES EN GARDE DU RAPPORT DRAGHI

En Septembre 2024, le *rapport Draghi* sur le *Futur de la compétitivité en Europe* remis à la Commission Européenne dressait un constat édifiant : la réglementation Européenne est un frein au développement du secteur de la tech et de l'IA et positionne les entreprises de l'UE dans une impasse stratégique face aux compétiteurs étrangers.

Entre 2013 et 2024, la part de marché mondiale de l'UE dans les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) a chuté considérablement, certaines études estimant une baisse de 21,8 % à 10,8 %, tandis que celle des États-Unis est passée de 26,8 %

²⁶ Impact assessment S6 1.5

²⁷ Benjamin Mueller, 'A New Study Lays Bare the Cost of the GDPR to Europe's Economy: Will the AI Act Repeat History?' (9 April 2022) *Center for Data Innovation* <https://datainnovation.org/2022/04/a-new-study-lays-bare-the-cost-of-the-gdpr-to-europes-economy-will-the-ai-act-repeat-history/>.

²⁸ Maria Niestadt, *European Parliament Legislative Train Schedule: A Europe Fit for the Digital Age* (Members' Research Service, 15 December 2024) <https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/theme-a-europe-fit-for-the-digital-age/file-regulation-on-artificial-intelligence>.

à 38 % et celle de la Chine de 9,5 % à près de 11 %²⁹. Le rapport interroge quant au rôle de la réglementation Européenne sur ce déclin.

Le rapport établit les différents Obstacles réglementaires à la montée en puissance du secteur technologique de l'UE :^{30 31}

Premièrement sur le développement technique : l'UE adopte une approche réglementaire trop précautionneuse, en imposant des pratiques spécifiques pour atténuer des « risques potentiels ». Les exigences de l'*AI Act* pour les modèles d'IA génératives à forte capacité de calcul seraient trop strictes, ce qui affecterait les innovations de pointe.

La densité de l'environnement réglementaire Européen ainsi que l'inégalité des réglementations nationales et la multiplicité des entités de contrôle (parfois plusieurs dans un même pays comme c'est le cas en Allemagne) créent un environnement fragmenté qui rend difficile la mise en place d'une conformité optimale pour les entreprises. Cet « océan » réglementaire est un frein pour l'innovation technologique dans la mesure où, en plus d'être coûteux pour les entreprises, il peut aussi être extrêmement dissuasif. Une « enquête sur les investissements » conduite par la *Banque Européenne d'Investissements* (BEI) en 2023 a révélé que 61 % des entreprises participantes ont indiqué que la réglementation était un « obstacle à l'investissement à long terme dans l'UE »³².

Les limites réglementaires relatives au stockage et au traitement des données (dues aussi bien au *RGPD* que à l'*AI Act*) entravent la création de vastes ensembles de données indispensables à l'entraînement des modèles d'IA. Les entreprises de l'UE seraient ainsi désavantagées par rapport aux États-Unis (qui favorisent une intégration des données du secteur privé) et à la Chine (qui permet l'agrégation des données contrôlées par les institutions étatiques).

Deuxièmement sur les coûts de conformité : La conformité réglementaire affecte de manière disproportionnée les PME, alors que les grandes entreprises, souvent non basées dans l'UE, sont mieux équipées pour faire face à ces coûts. Cette disparité décourage les petits acteurs d'entrer sur le marché ou de se développer.

Enfin sur les répercussions au niveau stratégique : Le rapport conclu de ces observations qu'en plus de causer des désagréments en termes de compétitivité et développement technique, cette complexité réglementaire produit une hausse des coûts de production qui se répercute également en fin de compte sur le consommateur. Celui-ci se tournera donc naturellement vers une alternative moins coûteuse.

Le système de gouvernance complexe de l'UE contraste avec les stratégies géoéconomiques unifiées des États-Unis et de la Chine, qui s'avèrent être des acteurs directs de l'innovation.

²⁹ Ahmed Sherif, 'Global Market Share of the Information and Communication Technology (ICT) Market from 2013 to 2024, by Selected Country' (19 August 2024) <https://www.statista.com/statistics/263801/global-market-share-held-by-selected-countries-in-the-ict-market/>.

³⁰ European Commission, *The Future of European Competitiveness: Part B | In-depth Analysis and Recommendations* (September 2024) https://commission.europa.eu/document/download/ec1409c1-d4b4-4882-8bdd-3519f86bbb92_en?filename=The%20future%20of%20European%20competitiveness%20In-depth%20analysis%20and%20recommendations_0.pdf. S2 C5

³¹ European Commission, *The Future of European Competitiveness: Part A | A Competitiveness Strategy for Europe* (September 2024) https://commission.europa.eu/document/download/97e481fd-2dc3-412d-be4c-f152a8232961_en?filename=The%20future%20of%20European%20competitiveness%20%20A%20competitiveness%20strategy%20for%20Europe.pdf. C2(A)

³² European Investment Bank, *EIB Investment Survey 2023* <https://www.eib.org/en/publications/online/all/eib-investment-survey-2023>.

Le rapport conclut qu'il est nécessaire de revoir cette approche trop rigide :³³

Il est impératif de simplifier et harmoniser les différentes réglementations impactant le secteur de la tech et de l'IA (*RGPD, AI ACT...*) et de réduire les charges administratives pour favoriser l'entrée sur le marché des PME, avant de travailler à développer une stratégie Européenne unifiée afin d'avoir la capacité d'opposer une réelle concurrence aux blocs Chinois et Américain.

Le rapport met officiellement en lumière des conclusions, qu'il était déjà possible d'observer de manière indépendante jusqu'alors, démontrant que aussi bien le *RGPD* que l'*AI Act* contribuent au déclin de la compétitivité européenne tant ils posent des contraintes réglementaires et économiques susceptibles d'altérer l'innovation et la prospérité des entreprises en matière d'intelligence artificielle.

LES APPROCHES RÉGLEMENTAIRES RIVALES : PILIERS DE LA STRATÉGIE CONCURRENTIELLE

Si l'approche réglementaire Européenne semble être en elle-même un boulet, elle le serait d'autant plus que les principaux rivaux économiques de l'Europe (la Chine et les USA) connaissent quant à eux une plus grande souplesse réglementaire, pilier de leur stratégie de développement de l'IA.

L'APPROCHE CHINOISE

Avant de se pencher sur le fond de la législation Chinoise, il semble nécessaire de rappeler que la conception du droit Chinois ne porte, dans son fondement, pas la même vision que celle du droit Occidental. Si le modèle Occidental, et en particulier Européen, a une approche personnelle du droit, faisant prévaloir la valeur de l'individu et la protection de ses droits propres, le modèle Chinois ne se fonde pas sur cette conception. Le système juridique Chinois s'est construit, depuis le début de l'ère communiste, sur la notion de protection de l'intérêt de la communauté, signifiant réellement la protection des intérêts du Parti et le maintien de son assise au pouvoir.

Dans le fondement de sa trame réglementaire sur la gouvernance des données et de l'IA, le législateur Chinois cherche en premier lieu à permettre au parti de conserver le contrôle de sa « souveraineté numérique » face à des géants du digital aussi bien étrangers que nationaux comme les BATX. Cette souveraineté ne repose pas sur une volonté de protection du consommateur comme c'est en partie le cas de la conception Européenne, mais bien d'un contrôle et monopole de l'information. « Celui qui contrôle les médias contrôle les esprits » : Bien que Jim Morrison n'ait pas eu la patience de vivre jusqu'au siècle digital, il aurait sans doute admis la pertinence d'utiliser sa citation vis-à-vis des données numériques, nouvel Eldorado de l'information, nouvel outil de contrôle du PCC.

³³ Ibid30. S1 C3(2)

Il est désormais possible de s'intéresser à l'historique de la stratégie réglementaire chinoise en matière de gouvernance des données et de l'IA³⁴.

La loi chinoise sur la protection des informations personnelles (*PIPL 2021*)³⁵ emprunte des éléments du *RGPD*³⁶ mais celle-ci a été conçue de manière plus souple afin d'atténuer les effets négatifs sur l'innovation d'une réglementation trop stricte. Le législateur Chinois a fait preuve de précaution dans son application du texte afin de ne pas étouffer l'innovation dans le secteur digital, bien conscient des effets négatifs potentiels du *RGPD* et de la charge disproportionnée qu'il fait peser sur les entreprises (les PME n'ayant pas nécessairement les ressources suffisantes pour mettre en place une conformité optimale). Déjà alors, la Chine avait à l'esprit les effets indésirables d'une réglementation trop ferme sur son économie.

En novembre 2022, la Chine a adopté la « *deep-synthesis regulation* » une réglementation sur la « synthèse profonde »³⁷ (ex : les *deepfakes*) devenant ainsi l'un des premiers pays à s'intéresser à la régulation de l'IA, en établissant des règles de gestion des données et des technologies de « synthèse profonde ». Cinq jours seulement après sa ratification, *OpenAI* introduisait *ChatGPT*, donnant ainsi le coup d'envoi de la révolution de l'IA. Bien que le texte Chinois couvrait déjà des outils comme les *chatbots*, le corps législatif n'avait pas anticipé la puissance de ces modèles de langage inédits.

Une réalité terrible s'imposait alors au législateur : sa réglementation neuve en devenait casi caduque et un nouveau cadre législatif était nécessaire.

Au cours des huit mois suivants, celui-ci s'est empressé de rédiger une nouvelle réglementation sur l'IA, publiée en juillet 2023 : les « Mesures intérimaires pour la gestion des services d'IA générative »³⁸

Le texte final a fait l'objet d'importantes modifications par rapport au projet initial³⁹:

D'une part, il a été décidé que ladite réglementation ne s'appliquerait ni à la recherche et au développement ni aux activités qui n'ont pas d'effets sur le public⁴⁰.

D'autre part, les dispositions du texte initial ont également été lourdement modifiées pour réduire la « charge de conformité » pesant sur les prestataires d'IA générative. Le projet initial exigeait qu'ils mettent en conformité leurs modèles dans les trois mois suivant l'interdiction de certains contenus. Cette approche très contraignante était susceptible d'entraîner des coûts trop importants pour les développeurs, dans la mesure où ils auraient dû constamment ajuster

³⁴ Matt Sheehan, *China's AI Regulations and How They Get Made* (Carnegie Endowment for International Peace, 10 July 2023) <https://carnegieendowment.org/research/2023/07/chinas-ai-regulations-and-how-they-get-made?lang=en>.

³⁵ <https://personalinformationprotectionlaw.com>

³⁶ Keshawna Campbell Potter and Victoria Ashcroft, *Comparing Privacy Laws: GDPR v. PIPL* https://www.dataguidance.com/sites/default/files/gdpr_v_piopl.pdf.

³⁷ Susana Ng and Jane Finlayson-Brown, 'China Brings into Force Regulations on the Administration of Deep Synthesis of Internet Technology Addressing Deepfakes and Similar Technologies' (1 February 2023) A&O Shearman <https://www.aoshearman.com/en/insights/ao-shearman-on-data/china-brings-into-force-regulations-on-the-administration-of-deep-synthesis-of-internet-technology>.

³⁸ Cyberspace Administration of China, National Development and Reform Commission, Ministry of Education, etc., "Interim Measures for the Management of Generative Artificial Intelligence Services" (July 10, 2023) China Law Translate <https://www.chinalawtranslate.com/generative-ai-interim/>.

³⁹ Isabella F.C. Liu & Dominic Edmondson, "China: New Interim Measures to Regulate Generative AI," Baker & Mackenzie (August 2023). https://insightplus.bakermckenzie.com/bm/attachment_dw.action?attkey=FRbANEucS95NMLRN47z%2BeeOgEFct8EGQJsWjICH2WA WuU9AaVDeFglGa5oQkOMGI&nav=FRbANEucS95NMLRN47z%2BeeOgEFct8EGQbuwypnpZic4%3D&attdocparam=pB7HEsg%2FZ312Bk8Olu OIH1c%2BY4beLEAzirm3%2BK7wMU%3D&fromContentView=1.

⁴⁰ Qiheng Chen, *China's Emerging Approach to Regulating General-Purpose Artificial Intelligence: Balancing Innovation and Control* (Asia Society Policy Institute, 7 February 2024) <https://asiasociety.org/policy-institute/chinas-emerging-approach-regulating-general-purpose-artificial-intelligence-balancing-innovation-and->

leurs modèles pour se plier aux exigences du texte, entraînant aussi ce faisant des retards importants en matière de développement.

En établissant ces changements dans l'élaboration de son nouveau cadre juridique sur l'IA, le législateur Chinois démontré sa volonté de trouver un équilibre raisonnable dans un sillage politique encourageant par tous les moyens l'innovation et la croissance. Un adage souvent employé par le PCC ces dernières années rappelle d'ailleurs : « Ne pas se développer est la plus grande menace pour la sécurité »⁴¹.

Cet objectif, à la fois économique et politique, vise non seulement à concilier le développement de l'IA avec les exigences de contrôle du parti, mais également à s'inscrire dans une démarche stratégique plus large visant à établir un soft power en matière d'IA à l'échelle internationale.⁴²

L'APPROCHE AMERICAINE

Bien qu'il n'existe toujours pas aux USA une législation fédérale unique sur l'IA (au même titre que l'*AI Act* Européen), plus d'une centaine de textes règlementaires sur le sujet (dans différents domaines) ont été soumis à l'examen du congrès⁴³.

A l'été 2024, lors d'une session de la commission sénatoriale du commerce, des sciences et des transports un groupe de sénateurs a adopté une série de dix mesures législatives liées à l'IA dans différents secteurs. A cette occasion la sénatrice démocrate **Maria Cantwell**, alors présidente de cette commission, avait rappelé que l'IA pourrait rapporter jusqu'à 3,8 Billions de dollars à l'économie américaine chaque décennie, tout en alertant que la Chine dépensait de son côté des milliards de dollars dans la recherche et le déploiement de l'IA à différents niveaux afin d'acquérir une avance stratégique aussi bien sur le plan économique que de la défense.⁴⁴

Lors de cette session, le sénateur **Ted Cruz** (R-Texas) avait proposé sans succès une série d'amendements à plusieurs projets de loi, dont le « *Future of AI Innovation Act* »⁴⁵ (FAIIA), les jugeant comme nuisibles à l'innovation technique. Ce texte par exemple, proposé en Avril par un groupe bipartisan de sénateurs, vise à poser les bases règlementaires en matière de développement de l'IA au niveau fédéral, posant certaines contraintes aux développeurs⁴⁶.

L'un des amendements de Cruz visait à retirer au président la capacité promulguer une réglementation fédérale en matière d'IA « à moins qu'elle ne soit explicitement autorisée par

⁴¹ Foreign Ministry Spokesperson Mao Ning's Regular Press Conference, 12 December 2023 https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xwfw_665399/s2510_665401/202312/t20231212_11105102.html.

⁴² Matt Sheehan, 'China's Views on AI Safety Are Changing—Quickly' (Carnegie Endowment for International Peace, 27 August 2024) <https://carnegieendowment.org/research/2024/08/china-artificial-intelligence-ai-safety-regulation?lang=en>.

⁴³ Hope Anderson, 'AI Watch: Global Regulatory Tracker - United States' (White & Case LLP, 18 December 2024) <https://www.whitecase.com/insight-our-thinking/ai-watch-global-regulatory-tracker-united-states>.

⁴⁴ Tony Samp, Danny Tobey, Steven R. Phillips, Michael Fleischman and Ted Loud, 'Major AI Legislation Advances in Senate: Key Points' (DLA Piper, 2 August 2024) <https://www.dlapiper.com/en-gb/insights/publications/ai-outlook/2024/major-ai-legislation-advances-in-senate-key-points>.

⁴⁵ Future of Artificial Intelligence Innovation Act of 2024 (S. 4178) - GovTrack.us

⁴⁶ Amy Chang and Haiman Wong, 'Future of AI Innovation Act Improves Responsible AI Innovation in Federal Government and Private Sectors' (R Street Institute, 23 April 2024) <https://www.rstreet.org/commentary/future-of-ai-innovation-act-improves-responsible-ai-innovation-in-federal-government-and-private-sectors/>.

un *act of congress* (loi du congrès) », ainsi que lui enlever la possibilité de superviser personnellement le secteur de l'intelligence artificielle.

Cruz, qui est le fer de lance du camp républicain dans la bataille réglementaire de l'IA, cherchait par cet amendement à entraver les actions de l'administration **Biden** en matière de réglementation qu'il jugeait catastrophiques déclarant que « pour éviter que les États-Unis ne perdent cette course avec la Chine avant même qu'elle n'ait commencé, le Congrès devrait veiller à ce que la législation sur l'IA soit progressive et ciblée » tout en accusant les démocrates de nuire à l'innovation en basant leur démarche sur le modèle européen : « Dans un sens : le modèle européen de technocrates-gouvernementaux qui supervisent l'industrie de l'IA. De l'autre, la liberté d'entreprendre et l'innovation technologique ». ⁴⁷ La voix de Cruz a un poids important dans le développement de la réglementation de l'IA. Celui-ci était jusqu'à maintenant le « *ranking member* » (le vice président) de la commission sénatoriale du commerce, des sciences et des transports, dont il est récemment devenu le chairman (président) à la suite à l'investiture de **Trump** ce 20 Janvier.

Les Américains des deux bords, conscients de l'importance stratégique de la « course à l'IA », sont déterminés à conserver et accroître leur position de dominance sur ce marché, face à un développement Chinois menaçant. Cependant cette volonté est sujette à un vaste conflit politique sur l'équilibre de la réglementation à trouver. Si les Démocrates sont généralement plus enclins à réglementer rapidement l'IA d'une manière extensive, suivant un peu la logique de leurs pairs européens, les Républicains se montrent beaucoup plus hostiles à la question d'une réglementation générale et seulement favorables à des réglementations éparses et ciblées sur certains usages spécifiques. Cruz avait à cet égard apporté sa propre proposition de loi, le « *Take It Down Act* » ciblant les *deepfakes* ⁴⁸.

Le camp démocrate avait affirmé sa position sur la question lorsque le président **Joe Biden** avait signé le « *Presidential Executive Order 14110* » le 30 Octobre 2023 ⁴⁹. Ce décret présidentiel, qui n'a de force contraignante qu'au niveau de certaines agences fédérales et n'a pas une force réglementaire générale sur le plan fédéral était à sa publication considéré comme le cadre de gouvernance pour l'IA responsable « le plus exhaustif dans le monde ». Ce décret avait suscité de vifs espoirs du côté des partisans de la construction d'un socle réglementaire solide, certains universitaires comme **Anu Bradford**, le qualifiant même de « mère de toutes les lois sur l'IA » ⁵⁰.

Toutefois, l'accent mis sur « l'équité sociale » dans le texte a suscité de vives réactions en particulier de la part du sénateur Cruz, qui a critiqué ces mesures en les qualifiant d'« obstacles à l'innovation » et de « *woke* » ⁵¹. Une partie du secteur privé à quant à lui accusé le camp Biden de chercher à politiser la réglementation sur l'intelligence artificielle. Si une proposition du sénateur Cruz d'abroger le décret s'est avérée infructueuse, un amendement limitant les

⁴⁷ US Senate Committee on Commerce, Science, and Transportation, 'Sen. Cruz: Congress Should Not Allow a Big Govt-Big Tech Takeover of AI' (Press Release, 31 July 2024) <https://www.commerce.senate.gov/2024/7/sen-cruz-congress-should-not-allow-a-big-govt-big-tech-takeover-of-ai>.

⁴⁸ <https://www.congress.gov/bill/118th-congress/senate-bill/4569>

⁴⁹ Executive Order on the Safe, Secure, and Trustworthy Development and Use of Artificial Intelligence | The White House

⁵⁰ Aaron Klein, Cameron F. Kerry, Courtney C. Radsch, Mark MacCarthy, Sorelle Friedler, and Nicol Turner Lee, '1 Year Later, How Has the White House AI Executive Order Delivered on Its Promises?' (The Brookings Institution, 4 November 2024) <https://www.brookings.edu/articles/one-year-later-how-has-the-white-house-ai-executive-order-delivered-on-its-promises/>.

⁵¹ Mohar Chatterjee, 'White House Offers a New Strategy for AI — and Picks New Fights' (Politico, 30 October 2023) <https://www.politico.com/news/2023/10/30/biden-ai-tech-industry-policy-00124185>.

actions fédérales visant à prévenir les « préjugés et biais à l'encontre des minorités » a été adopté⁵².

En effet, le texte initial obligeait les agences fédérales à évaluer l'impact de l'IA sur les droits et la sécurité des personnes, en particulier issues de minorités en exigeant la mise en place d'une politique « d'atténuation ou d'abandon des technologies posant ce type de risques ». Ces agences, telles que le *Consumer Financial Protection Bureau (CFPB)*, étaient incitées à procéder à l'évaluation des modèles d'IA afin de s'assurer que ceux-ci n'étaient pas biaisés dans ce sens. Cet amendement du camp Républicain, adopté par la commission sénatoriale du commerce le 20 août 2024, interdit aux agences fédérales de procéder à cette supervision jugée très subjective⁵³. Si pour le camp Biden cet amendement a été perçu comme une tentative « d'éventrer » le décret de toute sa substance, d'autres s'en sont félicité estimant qu'il s'agissait « d'une réaction proportionnée face à un excès de zèle en matière de réglementation ».⁵⁴

L'amendement illustre avant tout le principal point de discordance entre républicains et démocrates concernant la réglementation de l'IA : là où les uns sont partisans d'un développement libre de la technologie avec une réponse à posteriori aux possibles problèmes découlant de ses usages, les démocrates s'attachent à une approche préventive des risques « *by design* » (dès la conception).

Le président élu **Donald Trump** s'était par ailleurs engagé à abroger le décret de Joe Biden sur l'IA.⁵⁵

« Nous abrogerons le dangereux décret de Joe Biden qui entrave l'innovation en matière d'IA et impose des idées de gauche radicale sur le développement de cette technologie », peut-on lire sur le programme officiel du Parti républicain pour l'élection de 2024.⁵⁶

Promesse tenue puisque ce 20 Janvier, *l'executive order 14110*, ainsi que plusieurs autres, ont été révoqués par Trump⁵⁷.

Fidèle à sa diatribe permanente contre l'approche réglementaire européenne, Ted Cruz, en novembre 2024, avait été jusqu'à demander au *Department of Justice (DOJ)* d'ouvrir une enquête sur l'influence supposée des gouvernements européens dans l'élaboration de la réglementation américaine en matière d'IA, les accusant d'« ingérence réglementaire »⁵⁸. Dans sa lettre adressée au *DOJ*, Cruz soutenait, outre ses accusations, que copier le modèle réglementaire européen risquait de nuire à l'industrie technologique émergente du Texas (son

⁵² Madison Alder and Rebecca Heilweil, 'Eyebrow-Raising AI Amendment Passes Senate Commerce Committee' (Fedscoop, 2 August 2024) <https://fedscoop.com/eyebrow-raising-ai-amendment-passes-senate-commerce-committee/>.

⁵³ Fedscoop, 'Sen. Ted Cruz Takes Aim at AI Executive Order; TMF Reform Gains Senate Momentum' (5 August 2024) <https://fedscoop.com/radio/sen-ted-cruz-looks-to-dismantle-the-ai-executive-order-tmf-picks-up-speed-in-the-senate/>.

⁵⁴ Mariam Baksh, 'R Street: Cruz Amendment a Sign of Things to Come After Biden EO Politicized AI Policy' (24 January 2025) Inside AI Policy <https://insideaipolicy.com/share/17205>.

⁵⁵ Ben Edwards, 'Trump Plans to Dismantle Biden AI Safeguards After Victory' (6 November 2024) Ars Technica <https://arstechnica.com/ai/2024/11/trump-victory-signals-major-shakeup-for-us-ai-regulations/>.

⁵⁶ 2024 Republican Party Platform | The American Presidency Project

⁵⁷ Duane C Pozza, Kathleen E Scott, and Lauren N Lerman, 'President Trump Revokes Biden Administration's AI EO: What To Know' (Wiley Law Firm, 22 January 2025) <https://www.wiley.law/alert-President-Trump-Revokes-Biden-Administrations-AI-EO-What-To-Know>.

⁵⁸ Euractiv with Reuters, 'Senator Ted Cruz Demands Probe into European Influence on AI Policy' (3 December 2024) <https://www.euractiv.com/section/tech/news/senator-ted-cruz-demands-probe-into-european-influence-on-ai-policy/>.

état) et compromettrait l'innovation aux États-Unis, alors même que les entreprises américaines s'efforcent de devancer la Chine dans le domaine⁵⁹.

Si la politique réglementaire de l'IA américaine avait initialement adopté une approche rigide sous l'impulsion de l'administration Biden, le revers politique subi lors des dernières élections a ouvert la voie à un changement radical. Les Républicains, désormais au pouvoir, affichent une volonté ferme de dominer le marché mondial de l'IA, quel qu'en soit le coût.

AU-DELA DU RÈGLEMENTAIRE

Le 20 janvier 2025, **DeepSeek**, une startup chinoise, a lancé *R1*, un modèle de langage open source et gratuit qui a secoué le marché de l'IA aux États-Unis. Le narratif officiel veut que le modèle ait été développé en seulement deux mois pour un coût inférieur à 6 millions de dollars en utilisant les puces *H800* de *Nvidia* à capacité réduite. *R1* a surpassé des modèles tels que *Llama 3.1* de *Meta*, *GPT-40* d'*OpenAI* et *Claude Sonnet 3.5* d'*Anthropic* dans des domaines tels que la résolution de problèmes, les mathématiques et le codage⁶⁰.

Ce qui distingue particulièrement *R1* de ses pairs américains est son excellent rapport qualité prix. Avec un coût de seulement 2,19 \$ (par million de tokens), contre 60 pour *GPT-40*, il remet en cause le modèle économique de la concurrence étrangère et leur viabilité dans l'éventualité d'une guerre des prix⁶¹.

L'impact mondial a été immédiat : l'action de *Nvidia* a chuté de manière spectaculaire, perdant 17 % de sa valeur ce lundi 27 janvier (soit près de 600 milliards de dollars de valorisation boursière), et les entreprises d'IA basées aux États-Unis ont également été gravement affectées.

Malgré l'embargo américain visant à limiter l'accès de la Chine aux semi-conducteurs de pointe, le succès de DeepSeek démontre aussi comment la nécessité de surmonter les contraintes techniques et économiques peut agir comme un stimulateur de l'innovation.

Dans le même temps, l'investiture de Donald Trump a marqué un tournant majeur dépassant les seules considérations réglementaires. Le **projet Stargate**, dévoilé par Trump le 22 janvier 2025, symbolise cette ambition. Soutenu par des acteurs de premier plan comme *OpenAI*, *SoftBank*, *Oracle* et *MGX*, ce projet colossal prévoit, entre autres, la construction de 20 méga data centers. Son objectif stratégique est clair : dépasser la Chine dans la course à l'IA tout en transformant des secteurs clés comme la santé.

Avec un budget initial de 100 milliards de dollars, qui pourrait atteindre 500 milliards sur quatre ans, et la promesse de créer près de 100 000 emplois, Stargate se positionne comme un projet phare. Toutefois, des interrogations subsistent quant à sa viabilité financière sur le

⁵⁹ US Senate Committee on Commerce, Science, and Transportation, 'Cruz Calls Out Potentially Illegal Foreign Influence on U.S. AI Policy' (Press release, 2 December 2024) <https://www.commerce.senate.gov/2024/12/cruz-calls-out-potentially-illegal-foreign-influence-on-u-s-ai-policy>

⁶⁰ Aimee Picchi, 'What is DeepSeek, and Why Is It Causing Nvidia and Other Stocks to Slump?' (CBS News, 28 January 2025) <https://www.cbsnews.com/amp/news/what-is-deepseek-ai-china-stock-nvidia-nvda-asml/>.

⁶¹ Jasmine Wu and Deirdre Bosa, 'How China's New AI Model DeepSeek Is Threatening U.S. Dominance' (CNBC, 24 January 2025) <https://www.cnbc.com/2025/01/24/how-chinas-new-ai-model-deepseek-is-threatening-us-dominance.html>.

long terme et à l'absence notable de certains poids lourds du secteur, tels qu'AWS ou Google, parmi les partenaires⁶².

Les développements techniques et économiques majeurs de ce début d'année, tant en Chine qu'aux États-Unis, vont de pair avec les récentes évolutions politico-réglementaires. Elles témoignent de l'orientation stratégique des deux géants de l'IA, qui, tout en surmontant progressivement les contraintes réglementaires, continuent d'alimenter de manière soutenue leur développement technique.

CONCLUSION

Aussi bien la Chine que les États-Unis saisissent l'importance stratégique de s'accaparer le monopole de l'IA :

Sur un plan strictement économique d'une part évidemment, mais aussi pour s'assurer de la maîtrise d'innovations révolutionnaires dans le secteur de la défense presque comparables à la course aux armements nucléaires lors de la guerre froide entre l'Union soviétique et les États unis.

L'acteur le plus avancé technologiquement sera à même d'influencer largement la politique mondiale dans le domaine de l'IA, façonnant la réglementation et contrôlant l'accès à certaines technologies. En s'assurant de cette maîtrise le gagnant de cette course pourra mener la danse du marché global à des niveaux dépassant le cadre même de l'IA et impactant toute l'économie. L'introduction des semi-conducteurs dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle avait révolutionné l'électronique militaire puis civile. Aujourd'hui, la quasi-totalité des secteurs économiques dépendent de ces composants. Conscientes de cet enjeu, les administrations américaines avaient œuvré depuis les années 90 à s'emparer de ce monopole en investissant largement dans le développement de ces technologies tout en entravant considérablement la marche de la Chine dans la même direction en contrôlant l'accès aux semi-conducteurs les plus développés⁶³.

Cette privation, effets d'une guerre qui se joue toujours et qui sera étroitement liée à celle de l'IA, a eu des effets non négligeables sur l'économie et le développement technologique de la Chine⁶⁴, quoique récemment remise en question avec l'avènement de R1.

Ce précédent historique nous permet d'apprécier une ébauche des enjeux monumentaux liés à cette nouvelle guerre, celle de l'intelligence artificielle. Si les semi-conducteurs s'étaient imposés comme une nécessité absolue dans le fonctionnement de l'économie mondiale moderne, il en sera de même, et sans doute encore plus pour l'intelligence artificielle. De la défense à la santé en passant par l'industrie du tout, l'IA, s'imposera - comme c'est déjà en partie le cas - dans tous les secteurs économiques des utilisations les plus banales aux plus complexes.

⁶² Arnaud Leparmentier, 'Le mandat Trump commence par une pluie de centaines de milliards de dollars destinés à l'intelligence artificielle' *Le Monde* (Paris, 22 January 2025) https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/01/22/le-mandat-trump-commence-par-une-pluie-de-centaines-de-milliards-dollars-destines-l-intelligence-artificielle_6509500_3234.html.

⁶³ Chris Miller, *Chip War: The Fight for the World's Most Critical Technology* (Scribner, 2022)

⁶⁴ Henry Farrell & Abraham Newman, *Underground Empire: How America Weaponized the World Economy*, (Henry Holt, 2023)

Il a été possible de mesurer comment la réglementation Européenne sur l'IA, dans sa forme actuelle, se posera sûrement en obstacle plutôt qu'en pilier à l'égard de la compétitivité Européenne dans les années à venir. Ce « boulet réglementaire » ne se limite pas à l'*AI Act* et au *RGPD* : de nombreuses autres normes Européennes ont un impact économique dommageable sur l'industrie de la tech, en particulier celles relatives à la *cybersécurité*, toujours plus nombreuses et contraignantes (DORA, NIS-2, CRA, CER..). Des coûts de conformité aux entraves à l'innovation, le cadre réglementaire Européen n'offre pas un profil attrayant aux industriels et investisseurs.

Il serait injuste et erroné de ne pas reconnaître la contribution positive évidente du droit Européen dans la protection des individus face aux usages et dérives de l'intelligence artificielle. Cependant cette protection, préférence du législateur (ou peut-être de la mentalité européenne), a un coût, et celui-ci produira des effets aussi bien sur l'économie Européenne que sur sa position stratégique dans les années à venir. Et pour preuve : dans leur stratégie relative à l'IA ni la Chine ni les USA ne voient l'Europe comme un adversaire stratégique majeur.

Si l'Europe souhaite inscrire son influence durablement dans le monde de demain, il lui sera nécessaire d'adopter rapidement une nouvelle stratégie réglementaire sur l'IA (et bien d'autres secteurs) afin de pouvoir concourir efficacement avec le reste du monde. Cette stratégie entrainera nécessairement une remise en question de certains principes fondamentaux des réglementations existantes, ainsi qu'une perspective nouvelle sur les réglementations à venir.

Enfin, ce revirement imposera de trouver un nouvel équilibre par le compromis, sans pour autant sacrifier les principes de protection des individus, et devra inclure les recommandations du *rapport Draghi* et prendre en considération les doléances du secteur privé.

Si la réglementation peut être un véritable outil de guerre économique lorsqu'elle permet de garder le contrôle de technologies stratégiques ou de contraindre la compétition, elle peut tout aussi bien devenir un boulet lorsque celle-ci devient un frein pour l'innovation.

Christakis George

pour le *Club Droit* de l'AEGE

